

Questions orales

Ce sont deux ministères, nommément le ministère du Travail et le ministère des Mines et de l'Énergie de la Nouvelle-Écosse, qui étaient chargés du contrôle, des inspections et ainsi de suite. Le député a tout à fait raison, quelque chose a mal tourné, mais quoi? La commission d'enquête mise sur pied en Nouvelle-Écosse nous aidera à le découvrir.

M. Lyle Kristiansen (Kootenay-Ouest—Revelstoke): Madame la Présidente, de toute évidence, le ministre occupe son poste depuis trop longtemps. Il a oublié comment poser des questions. C'est tout ce qu'il avait à faire.

Le ministre a souvent mentionné que ses experts miniers indépendants ou les consultants de la Banque de Nouvelle-Écosse lui envoyaient régulièrement des rapports sur la sécurité. Dans le numéro d'aujourd'hui du *Daily News* de Halifax, M. Keith McCandlish, géologue travaillant pour la firme Associated Mining Consultants, à Calgary, affirme que cette entreprise a rédigé 18 rapports pour la banque entre août 1990 et mai 1992. Il a aussi dit ceci: «Cinq de ces rapports ont été transmis au ministère de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie du gouvernement fédéral, à titre gracieux. Le contrôle de la sécurité ne relevait pas directement de nous.»

Qui dit la vérité, le ministre ou les consultants qui ont fait les inspections et en ont fait rapport? Cochez la bonne réponse.

L'hon. Tom Hockin (ministre d'État (Petites entreprises et Tourisme)): Madame la Présidente, je peux donner une réponse satisfaisante au député s'il écoute attentivement.

Le travail des experts miniers est de s'assurer que nous recevons régulièrement les certificats de conformité. Nous savons que cette mine était conforme aux normes en vigueur et que Curragh respectait la loi et les règlements provinciaux.

• (1140)

Cela faisait partie des garanties que nous donnaient chaque mois nos experts miniers indépendants. En fait, le député lui-même nous l'a confirmé encore aujourd'hui en nous lisant sa citation. L'inspection quotidienne de cette mine était du ressort du gouvernement de la Nouvelle-Écosse. Ce sont ses inspecteurs qui s'en occupaient, sous la gouverne des deux ministères responsables. C'est ce que la commission d'enquête examine maintenant.

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

Mme Sheila Copps (Hamilton—Est): Monsieur le Président, ma question s'adresse au vice-premier ministre.

Hier, nous avons tous entendu le président des États-Unis dire qu'il n'avait qu'un simple coup de fil à passer au premier ministre pour régler les différends commerciaux.

Le vice-premier ministre pourrait-il me dire si le téléphone est en panne en ce qui concerne l'affaire Honda? S'il est en panne en ce qui concerne le bois d'oeuvre? S'il est en panne en ce qui concerne le magnésium? Pourquoi donc le premier ministre est-il rentré de Washington avec rien d'autre qu'un engagement de Dan Quayle?

L'hon. Michael Wilson (ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie et ministre du Commerce extérieur): Madame la Présidente, je pense que, si la députée lisait les reportages de la presse à Washington et ici, elle saurait que le premier ministre a eu une rencontre très fructueuse avec le président des États-Unis. Dorénavant, les différends commerciaux qui pourraient survenir seront réglés avec plus d'efficacité.

Nous avons eu des difficultés. C'est en partie la raison pour laquelle le premier ministre a soulevé ces questions auprès du président. Le résultat de cette réunion, c'est que dorénavant, les États-Unis régleront ces problèmes avec beaucoup plus d'efficacité.

Mme Sheila Copps (Hamilton—Est): Madame la Présidente, je sais ce qui a été rapporté à ce sujet dans la presse. Je sais également qu'on a dit du président et du premier ministre qu'ils étaient les pères du libre-échange.

Eh bien, s'ils sont les pères du libre-échange, j'aime autant être la fille de Murphy Brown.

[Français]

Je n'ai pas entendu le premier ministre déclarer que le gouvernement américain va abandonner les actions sur les Honda, qu'il va abandonner les actions sur le bois d'oeuvre, qu'il va abandonner les actions sur le magnésium.

Qu'est-ce que le premier ministre a accompli de précis à Washington suite à sa visite qui n'était rien d'autre qu'un coup de publicité?